

30 mars 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la défense de la sécurité sociale, à la mairie de Lons-le- Saunier, lundi 30 mars 1987.

Monsieur le maire, je vous remercie de votre allocution, des propos que vous venez de tenir. Je suis en effet parmi vous, dans le -cadre de mes fonctions, à la fois pour m'informer de l'-état de la France, dans chacune de ses parties, mais aussi pour rencontrer la population et ses élus, retrouver ce que j'ai moi-même connu au travers des trente-cinq années où j'ai rempli des mandats municipaux ou départementaux et je trouve à puiser des forces nouvelles, s'il en est besoin, à ce contact avec des femmes et des hommes du terrain qui savent ce que les choses signifient, la valeur de l'effort. J'ai apprécié ce que vous avez dit, monsieur le maire, lorsque vous comptiez d'abord sur vous-même, ce qui ne veut pas dire que j'en tire aussitôt avantage pour affirmer qu'il faut s'en tenir là.

- Les différents points sur lesquels vous avez attiré mon attention, un membre du gouvernement est là, l'administration d'Etat est présente, ils en ont certainement pris note et je pense, comme vous, que le premier soin de l'Etat doit être d'achever ce qu'il a commencé pour éviter que, sous prétexte d'-économie, cela finisse par coûter cher. C'est une manie de la plupart des gouvernements que de vouloir refaire ce qui n'est pas à refaire. Il est vrai que tout ce qui touche à l'hôpital ou à l'enseignement, un hôpital, un lycée technique, c'est un domaine auquel il faut s'attacher essentiellement. L'hôpital, on comprend tout de suite, et je pense que c'est par une bonne maîtrise des dépenses hospitalières que l'on continuera ou que l'on recommencera de maîtriser les difficultés occasionnelles de la Sécurité sociale. Encore faut-il, pour que vous ayez à vous préoccuper de la maîtrise des dépenses hospitalières, que vous soyez vous-même au terme de ce que vous attendez, de votre hôpital.

- De même sur le -plan de l'enseignement : il n'y a de réponse à rien, et dans aucun domaine, si la France n'est pas super équipée, afin que les jeunes filles et les jeunes garçons apprennent ce qu'ils doivent savoir, et sur le -plan de la culture générale pour la formation de leur esprit, et sur le -plan de leur connaissance future d'un métier, d'un métier adapté aux besoins modernes, d'un métier qui sera utilisé, et non pas comme cela est arrivé trop souvent dans les temps passés, surtout pour les femmes, pour les jeunes filles, de métiers que l'on n'exerçait pas. Cette adaptation de la formation, et de la formation technique et professionnelle, à la réalité économique du pays est l'une des clefs qui nous permettront de sortir de la situation dans laquelle nous sommes. Il faut veiller avec le plus grand soin à préserver le meilleur du pays. Le meilleur du pays, c'est ce que vous appeliez tout à l'heure la solidarité nationale.\

La solidarité nationale, elle s'exerce aussi par la cohésion sociale, ce que j'ai appelé "La cohésion sociale". La cohésion sociale, elle tient pour une large part au respect scrupuleux d'avoir des dispositions prises au lendemain de la Libération de la France, au temps d'un gouvernement du général de Gaulle, sur la base des principes du Conseil national de la résistance, lorsqu'a été fondée la Sécurité sociale. La Sécurité sociale, c'est un bien qu'il ne convient pas de dissiper. On peut débattre des moyens, on peut discuter des mesures, mais il faut protéger l'esprit même de la Sécurité sociale qui veut que la nation tout entière s'organise autour de la sécurité, autour de la vieillesse, autour des malades, autour de ceux qui travaillent et, surtout, malheureusement maintenant, de ceux qui ne travaillent plus, non point parce qu'ils ont atteint l'âge où cela s'impose, mais parce que l'emploi, et notre société toute entière, se refuse à eux.

Il faut bien se dire qu'on ne s'en tire pas par la loi de la jungle, par la loi qui sert le plus fort

- Il faut bien se dire qu'on ne s'en tirera pas par la loi de la jungle, par la loi qui sert le plus fort, et qui écrase le plus faible. Tout homme, toute femme de bon sens, de bonne volonté et de coeur, - et il en est dans tous les milieux - le savent bien. Encore faut-il organiser l'Etat, la société, nos lois autour de ces évidences. Si j'avais à pousser un cri, au cours de ce voyage en Franche-Comté, ce serait de dire : oui, il nous faut sauver la Sécurité sociale. Mais elle n'est pas aussi menacée qu'on le dit, elle peut parfaitement s'équilibrer. J'ai connu des années où les excédents s'accroissaient. Nous devons bien entendu projeter sur la fin du siècle et sur le début de l'autre, examiner les courbes démographiques. Nous devons bien entendu faire -état des nouveaux besoins, spécialement dans le domaine de la santé. Nous devons savoir que le nombre des personnes au chômage alourdissent la note. 100000 chômeurs de plus, c'est 4 milliards de moins pour la Sécurité sociale, indépendamment du coût pour le système économique dans son ensemble. C'est vrai, il y a de plus en plus de chômeurs. Un ancien chef de gouvernement observait il y a quelques jours, que sous la législature précédente, il y avait 10000 chômeurs de plus par moi, ce qui n'était pas fameux. Il y en a aujourd'hui 16000, ce qui est encore pire. Eh bien ! il faut que nous unissions nos énergies : oui à la solidarité nationale, monsieur le maire £ oui à la cohésion sociale et il faut que chacun en prenne conscience, là où il se trouve : impossible d'attenter aussi peu que ce soit, à ce système de protection et de sécurité qui fait partie, je le crois, de la haute civilisation de la France.

- Personne, j'imagine, n'a d'intention destructrice. Mais il faut faire très attention à préserver ce qui paraît, quelquefois abusivement, menacé, et surtout veiller à ce que les plus faibles, à ce que les plus pauvres se sentent plus soutenus que les plus forts ou les plus riches. Je vous dis cela, monsieur le maire, parce que c'est ma conviction profonde. Je ne veux pas entrer - vous le savez bien - dans les polémiques qui séparent les Français, et légitimement. Nous sommes en démocratie, et c'est bien le moins que chacun puisse dire ce qu'il pense et j'espère que cela aussi sera tout à fait préservé. Mais, je tiens, moi, comme chef de l'Etat, à marquer que je m'estime être, indépendamment de mes autres responsabilités, garant de cette réalité sociale sur laquelle se fonde toute société de progrès, toute société d'équité, de justice, toute société de fraternité, oui, de fraternité, car après tout j'ai bien l'impression que, sur tous les frontons des hôtels de ville, ou à peu près, figurent ces mots.\

Je suis très heureux de me trouver à Lons-le-Saunier. On dira, bien entendu, que le Président de la République est toujours très heureux d'aller où il va. Mes prédécesseurs avaient coutume de le souligner. Je crois que c'est le dernier qui est venu vous voir. Lons-le-Saunier doit rester Lons-le-Saunier. Moi, j'ai connu votre ville dans des circonstances particulières, lorsque je me suis évadé d'Allemagne en fin 1941. Le dernier barrage avant ma liberté, c'était la ligne de démarcation et je l'ai franchie en traversant la Loue entre Mouchard et Arbois et où suis-je allé ? A Lons-le-Saunier. C'est à Lons-le-Saunier que j'ai été libéré, très provisoirement, de mes obligations militaires, car il fallait, même en ce temps-là, passer par le canal des autorités reconnues et tant que l'on n'avait pas un papier qui disait qu'on constatait que vous étiez un ancien prisonnier de guerre évadé, donc, démobilisé, vous ne retrouviez pas un statut social. C'est à Lons-le-Saunier que j'ai été définitivement affranchi de cette période qui avait commencé en 1939 et qui avait fait de moi un soldat d'une armée régulière dont le sort avait été malheureux, pour redevenir, peu après, le soldat d'une armée irrégulière qui connut d'autres gloires. C'est avec mes amis du Jura que j'ai connu cela. J'y suis resté un certain nombre de semaines. C'est là que j'ai pris le repos nécessaire pour repartir du bon pied et, depuis cette époque, je suis resté l'ami de mes amis et j'ai aimé dans cette région la -nature des hommes et la qualité du paysage. Je me souviens, à l'époque, de mes promenades en bicyclette, en soulignant, cependant, au passage, que dans certaines parties du Jura, ce n'est pas commode.\

Mesdames et messieurs, nous allons poursuivre notre visite.

- Je remercie M. Auger. Je ne sais pas si je dois lui rappeler - je risque de lui faire du tort - que nous sommes compatriotes, mais assez loin d'ici. Mais cela ne m'a jamais fait de tort dans la Nièvre, car nous sommes l'un et l'autre Saintongeais et peut-être y a-t-il un petit fond de tempérament, comme cela, qui s'exprime. J'ai dû, peut-être, à cette qualité, l'extrême amabilité de M. le maire, dont je sais à quel point il est soucieux des intérêts de sa ville et de quelle façon il

s'y consacre, avec une pertinence et un dévouement reconnus de toute les populations, ce qui n'est pas toujours très aisé de la part d'un maire qui se réclame d'un idéal politique qui n'est pas forcément partagé par tout le monde. C'est un hommage à sa personne et moi, j'aime les Françaises et les Français qui sont fidèles à leur conviction, en même temps qu'ils savent établir entre tous, tous les citoyens, cette naturelle solidarité, ce contact, ce dévouement, ce rayonnement sans lequel il n'y aurait pas d'issue possible. Comment pourrait-on vivre dans nos villes moyennes, dans nos petits villages, si tout devait être organisé autour d'une guerre civile permanente, ce qui n'empêche pas en certaines circonstances, comment est-ce que cela s'appelle ? - les élections -, d'affirmer, chacun à sa manière, ce qu'il veut.

- Eh bien, monsieur le maire, je vous félicite d'avoir, à travers les temps récents, montré à quel point la population vous était attachée. Je tiens à vous remercier pour ces quelques instants que vous m'avez réservés en m'invitant dans votre hôtel de ville, dans votre si bel hôtel de ville.

- Maintenant nous allons continuer, à la rencontre, je crois, de Rouget de Lisle, c'est bien le moins. Tout à l'heure chez Pasteur, maintenant chez Rouget de Lisle, mais dites-moi, le Jura dispose de quelques noms et de quelques personnages parmi les plus importants de l'histoire de France.

- Je saluerai à mon tour, enfin, en moi-même, Rouget de Lisle, qui évoque à la mémoire de toutes les Françaises et de tous les Français quelques accents auxquels nous tenons. Merci de cette occasion que vous m'avez fournie. Je me retourne vers vous, mesdames et messieurs, et je vous dis, parce que c'est rituel, mais parce que je le crois :

- Vive Lons-le-Saunier !
- Vive le Jura !
- Vive la République !
- Vive la France !\